

Volontaires!

www.afev.org

LE JOURNAL DE L'ENGAGEMENT SOLIDAIRE

N° 21 | AVRIL-MAI 2010



Une société fâchée avec sa jeunesse ?

Les résultats exclusifs du sondage « les Français et les jeunes »

→ UN DOSSIER SPECIAL DE QUATRE PAGES

L'autonomie et ses moyens



Par **NICOLAS DELESQUE**
Secrétaire général de l'Afev

Les mois se suivent et malheureusement se ressemblent quand il s'agit des mauvais chiffres du chômage. Repartis à la hausse, ils atteignent maintenant des niveaux record, notamment concernant le chômage des jeunes de moins de 25 ans. Sans rentrer dans la complexité des chiffres (23% si on prend la population active des jeunes, environ 8% si on prend toute la tranche d'âge) ce qui est très inquiétant c'est la hausse continue depuis plus d'un an. Le diplôme continue d'être le meilleur moyen de trouver un emploi, mais ce dernier ne protège plus et surtout, le temps d'entrée dans la vie active et de signature d'un CDI s'allonge continuellement.

Un autre chiffre inquiétant dont on parle moins mais qui se dégrade continuellement depuis cinq ans, est le nombre de personnes de moins de trente ans qui ont accès aux logements sociaux (parc HLM). Il était de 15% au début des années 2000 et flirte maintenant avec les 10%. Les résultats des mises en construction pour l'année 2009 ne laisse pas augurer beaucoup de changement dans cette tendance et la production de logements pour les jeunes – et pas uni-

quement les étudiants – reste toujours le parent pauvre des programmations immobilières pour ces prochaines années.

La crise économique que subit notre pays et plus largement l'Europe aujourd'hui, les prévisions sur l'emploi et la construction n'incitent pas à l'optimisme pour un avenir proche.

J'ai voulu rappeler ces chiffres sombres pour resituer le débat sur l'autonomie des jeunes que nous avons vu émerger lors de l'élaboration du Livre vert de Martin Hirsch, et qui ne manquera pas de rebondir dans les mois à venir quand on abordera les mesures nécessaires à mettre en place en direction des jeunes.

Permettre aux jeunes d'être indépendants de leur famille

L'accès à l'autonomie c'est, bien sûr, accéder à des moyens matériels pour assumer son indépendance par rapport à sa famille – concept à relativiser cependant d'une société à une autre – mais c'est aussi passer d'un stade d'enfant à l'âge adulte et entrer de plain-pied dans la société, avec les moyens d'y jouer son rôle.

Dans une société française dominée par le statut et le diplôme, parler d'autonomie des jeunes sans prendre en compte leur difficulté à trouver un emploi et à se loger paraît illusoire. Si des mesures doivent être réfléchies et expérimentées pour avancer sur ce sujet, elles ne doivent pas être conçues en dehors des réalités de notre jeunesse et être guidées par une quelconque idéologie « pro ou anti » famille. L'objectif, avant tout, doit être d'atténuer les écarts qui ne cessent de se creuser en France entre les jeunes issus des ménages les plus riches et ceux issus des ménages les plus pauvres.

L'accès à l'autonomie, c'est aussi l'entrée dans l'âge adulte, et comme le rappelle le sociologue Olivier Galland, le passage de seuils d'indépendance, sortes de rites initiatiques des temps modernes. Le premier emploi et la décohabitation d'avec la famille font partie de ses rites. Ne pas donner les moyens à une partie de la jeunesse de les accomplir, c'est aussi leur refuser l'entrée dans la société. Cette mise au ban d'une partie de notre jeunesse est peut-être ce qui mine le plus fortement la cohésion sociale de certains de nos quartiers.

Alors oui il faut penser l'accès à l'autonomie des jeunes, mais ne pas oublier que cet accès est un peu plus fermé pour certains et que pour eux, c'est par des mesures spécifiques fortes et massives que nous trouverons peut-être les moyens de construire une société accueillante pour tous les jeunes de notre pays.

→ INNOVATION



DES LOGEMENTS ÉTUDIANTS SOLIDAIRES

PAGE 2

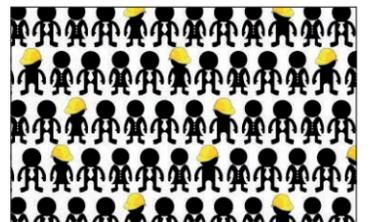
→ ENTRETIEN



MARTIN HIRSCH: PLUS DE PLACE POUR LES JEUNES !

PAGE 4

→ INITIATIVE



SOLIDARITÉ DANS LES RÉGIONS

PAGE 6

→ CITOYENNETÉ



DESSINE-MOI UNE VILLE

PAGE 8

ET AUSSI

- FAMILLES ET ÉCOLE P. 2
- ÉCOLOGIE EN CANETTE P. 7
- FOOT ET CITOYENNETÉ P. 8

afev **

L'Association de la Fondation Etudiante pour la Ville (Afev) est une association d'éducation populaire créée en 1991 qui mobilise des étudiants bénévoles pour intervenir dans les quartiers défavorisés. Avec 7 500 bénévoles, 10 000 enfants suivis et 280 villes partenaires, l'Afev est le plus important réseau national d'intervention de jeunes solidaires. Leur principale activité est l'accompagnement individualisé dans les quartiers en difficulté.

→ INNOVATION SOCIALE

DÈS LA RENTRÉE PROCHAINE, L'AFEV LANCE LES « LOGEMENTS ÉTUDIANTS SOLIDAIRES », SYSTÈME QUI PERMETTRA AUX ÉTUDIANTS DE S'ENGAGER DANS UN PROJET DE SOLIDARITÉ TOUT EN PARTAGEANT UN APPARTEMENT PENDANT UN AN.

Quand colocation rime avec action

Conjuguer engagement solidaire et logement étudiant : c'est le pari des nouveaux « Logements étudiants solidaires » que l'Afev lance à partir de la rentrée prochaine. Le principe ? Dans des résidences rénovées, des étudiants se regroupent pendant un an dans un appartement (de quatre à six personnes) pour mener un projet commun d'action solidaire, tourné vers les besoins du quartier, tout en partageant une vie commune riche qui va au-delà d'une simple colocation. De plus, si ces logements ne constituent pas du logement social, les prix restent attractifs pour que tous les étudiants puissent intégrer les résidences.

Le projet était dans les cartons de l'Afev depuis plusieurs années déjà. En 2003, un voyage à Louvain-La-Neuve, en Belgique, est l'occasion de découvrir le système des « kots-à-projet » qui, chaque année, implique des centaines d'étudiants dans des projets de solidarité locale et internationale. L'intense implication des étudiants dans la conception et le suivi des projets a elle aussi été une source d'inspiration pour le projet aujourd'hui lancé par l'Afev.

Déjà soutenu par de nombreuses collectivités locales et bailleurs sociaux, le projet de « Logements étudiants solidaires » a bénéficié d'un coup d'accélérateur à l'été 2009, quand il a été retenu parmi les projets du Fonds d'expérimentation pour la jeunesse. Les premières colocations débuteront dès le mois de septembre 2010 dans trois villes : Poitiers, Grenoble, Lyon. Un quatrième site est à l'étude en région parisienne, pour une ouverture en 2011, et des projets sont déjà à l'étude dans de nombreuses autres villes de la métropole.

Dans les résidences retenues pour le projet – toutes rénovées et offrant des services pratiques aux étudiants – chaque appartement sera organisé autour d'un projet défini en début d'année, et qui pourra être une action de solidarité déjà existante ou une action nouvelle proposées par les étudiants eux-mêmes.

Une commission d'attribution mêlant l'Afev et les partenaires locaux permettra de choisir les projets. De façon générale, l'objectif est de créer de nouvelles solidarités dans les quartiers d'implantation des résidences, en permettant aux étudiants d'apporter leur contribution à la vie locale : projets éducatifs comme l'Afev en mène depuis bientôt 20 ans, mais aussi actions en matière de santé, d'environnement, d'animation locale...

UNE INITIATIVE SOUTENUE PAR DE NOMBREUX PARTENAIRES

Parmi les premiers sites à ouvrir à la rentrée prochaine, les quartiers des Couronneries et de Saint-Eloi, à Poitiers, accueilleront une vingtaine d'étudiants, sur des projets éducatifs et de développement durable. Outre la mairie de Poitiers, de nombreux partenaires ont choisi de s'associer aux « Logements étudiants solidaires » : le Conseil régional de Poitou-Charentes, le bailleur Logiparc, la CAF, la préfecture de la Vienne, l'université de Poitiers et la Fondation MACIF. Ailleurs, l'Afev travaillera surtout avec les municipalités et les CROUS. « Le projet de logements étudiants solidaires nous a intéressé parce qu'il favorise les formes innovantes dans l'animation et l'organisation de la solidarité étudiante, mais aussi dans l'ancrage des résidences étudiantes dans les quartiers », explique Denis Lambert, directeur du CROUS de Paris et président de l'association des directeurs de CROUS.

Ces nouveaux liens entre les étudiants et les territoires où ils vivent doivent aussi améliorer l'accueil de jeunes qui, souvent,

viennent de s'installer dans une ville et cherchent à s'y investir. Toute l'expérience de l'Afev le montre : l'implication des jeunes dans des actions de solidarité est un élément très fort pour le renforcement du tissu social, en même temps qu'il offre aux étudiants ainsi mobilisés l'occasion de développer de nouvelles relations, de nouvelles compétences.

MARIE-LISE PAITIER

↓ <http://www.colocationsolidaire.org>

→ RENCONTRE

LES NOUVEAUX DÉFIS DU « VIVRE ENSEMBLE »

FIN AOÛT, LA 7^E UNIVERSITÉ EUROPÉENNE DE L'ENGAGEMENT RÉUNIRA AUTOUR DE L'AFEV 500 PERSONNES POUR RÉFLÉCHIR AUX NOUVELLES SOLIDARITÉS À BÂTIR DANS NOS VILLES.

C'est le rendez-vous annuel de mise sur le chantier du projet solidaire de l'Afev : l'Université européenne de l'engagement (U2E) se tiendra cette année à Lyon du 24 au 26 août pour trois jours de débats sur les solidarités à construire face aux nouvelles inégalités et aux évolutions de nos territoires.

Près de 500 participants sont attendus, dont de nombreux jeunes engagés dans des actions de solidarité, à l'Afev ou ailleurs.

Des universitaires, des acteurs associatifs et politiques compléteront comme chaque année le panel des participants.

Impliquée depuis 1991 dans la lutte contre les inégalités, l'Afev a fait évoluer au fil des années son projet pour répondre aux besoins des enfants et des jeunes en difficulté. Reposer aujourd'hui la question du « vivre ensemble » permet de prolonger la réflexion : voulons-nous maintenir voire renforcer la cohésion de notre société ?

Comment prendre en compte les fractures nouvelles (numériques, spatiales, éducatives) pour faire de cet objectif de cohésion sociale une réalité ?

L'U2E, c'est aussi l'occasion de rencontrer les équipes de l'Afev et les bénévoles qui vont vivre au quotidien le projet de l'association.

↓ <http://uee.afev.org>



→ PUBLICATION

ÉCOLE ET FAMILLES, VERS UNE ÉDUCATION PARTAGÉE

SUITE À COLLOQUE ORGANISÉ, NOTAMMENT, PAR L'AFEV, UN OUVRAGE FAIT LE POINT SUR LES EXPÉRIENCES À EXPLORER POUR RAPPROCHER PARENTS ET ENSEIGNANTS, AU BÉNÉFICE DE L'ENFANT.

Dans les années 90, parmi les structures qui ont émergé dans le champ de l'accompagnement à la scolarité, l'Afev a probablement été une de celles qui a le plus fortement défendu le lien nécessaire avec les familles en militant pour une intervention à domicile. Aujourd'hui, plus de 60% des accompagnements menés par les étudiants bénévoles de l'Afev se font au domicile familial. Les étudiants qui rencontrent chaque semaine les parents en témoignent : le mythe des familles démissionnaires est totalement éculé. Pour autant, elles sont bel et bien éloignées de l'école, voire parfois dans un rapport tendu, en proie souvent à un sentiment d'incapacité à aider leur enfant dans le suivi scolaire.

L'Afev a eu envie de poser la question de cette difficulté, voire de ce « différend » (pour citer le sociologue Pierre Périer), autrement. Après l'organisation d'un colloque en mars 2009 à l'INJEP sur le thème Sortir du face-à-face école-familles, un livre éponyme vient d'être publié.

Les interventions et échanges, au cours du colloque, ont pointé le fait que la coopération entre les acteurs de l'éducation conditionne en partie une meilleure socialisation des enfants et des jeunes, ainsi que leur réussite. Mais le rapport entre l'école et les familles reste marqué du sceau

d'une incompréhension et d'une méfiance réciproques.

À l'heure où les évolutions des politiques publiques appellent à des changements des modalités d'interventions professionnelles ou bénévoles, cette publication se propose d'identifier, à partir d'expériences, les pistes à explorer et les démarches à favoriser.

Regards croisés de chercheurs et d'acteurs présentant et analysant leurs pratiques, ce livre se veut un outil au service de ceux qui accompagnent les jeunes et leurs familles.

EUNICE MANGADO-LUNETTA

↓ **Sortir du face-à-face école-familles Cahiers de l'action n°26, 2009, INJEP.**

Un ouvrage réalisé en partenariat avec l'INJEP (Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire), l'AN- LCI (Agence nationale de lutte contre l'illettrisme) et la FNEPE (Fédération nationale des écoles des parents et des éducateurs).

↓ <http://www.injep.fr/Sortir-du-face-a-face-ecole.html>



DOSSIER

POUR LA DEUXIÈME ANNÉE CONSÉCUTIVE, L'AFEV PUBLIE LES RÉSULTATS DE SON OBSERVATOIRE DE LA JEUNESSE SOLIDAIRE. POINT FORT DE CETTE ÉTUDE, LE SONDAGE « LES FRANÇAIS ET LES JEUNES » RÉALISÉ AVEC AUDIREP AUPRÈS D'UN PANEL REPRÉSENTATIF DE LA POPULATION MONTRE UN REGARD TRÈS AMBIVALENT DE NOTRE SOCIÉTÉ SUR SES JEUNES : UNE MÉFIANCE QUANT À LEUR CAPACITÉ À S'INSÉRER DANS LA SOCIÉTÉ, MAIS UN SOUTIEN MASSIF À L'IDÉE QUE LES JEUNES DEVRAIENT ÊTRE MIS EN SITUATION D'AUTONOMIE NOTAMMENT VIA LE SOUTIEN DE L'ÉTAT. DES PERSONNALITÉS DE LA VIE PUBLIQUE RÉAGISSENT À CES CHIFFRES EXCLUSIFS.

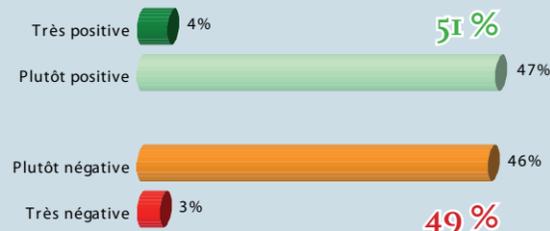
DOSSIER RÉALISÉ PAR PAUL FALZON-MONFERRAN ET ELISE RENAUDIN. CRÉATION DES VISUELS PAR GÉNARO STUDIO.

Peurs sociales sur les jeunes

MARRAINE DE L'OBSERVATOIRE DE LA JEUNESSE SOLIDAIRE, LA SOCIOLOGUE **Cécile Van de Velde** COMMENTE LES PRINCIPAUX RÉSULTATS DU SONDAGE EXCLUSIF AFEV - AUDIREP.

Sondage : les français et les jeunes

AUJOURD'HUI, DIRIEZ-VOUS DES JEUNES, AU TRAVERS DE LEURS COMPORTEMENTS, DE LEURS ACTIONS DANS LA SOCIÉTÉ, QUE VOUS EN AVEZ UNE IMAGE...



Tous les chiffres clés du sondage : page 6

audirep

AFEV

Avec la collaboration de l'Anacej et de l'Injep

Volontaires ! Près d'un Français sur deux (49%) dit avoir un regard négatif sur la jeunesse. Quelle est votre réaction ?

Cécile Van de Velde, e trouve frappant qu'une personne sur deux affirme spontanément avoir un regard négatif sur la jeunesse. Et ce, même si la perception de la jeunesse est toujours plus négative en cas de crise : les jeunes font d'autant plus peur quand le changement social semble menaçant. Ils deviennent pour les autres catégories de la population une « classe dangereuse », d'ailleurs souvent associés aux jeunes immigrés.

Volontaires ! Certains résultats du sondage semblent indiquer une méfiance des Français vis-à-vis des jeunes en société, d'autres au contraire une envie de partager des expériences communes. Qu'en conclure ?

Cécile Van de Velde, Effectivement, les sondés laissent transparaître à la fois une peur sociale des jeunes et un regard positif sur les échanges humains et concrets qu'ils ont avec eux. Du côté négatif, l'image qui ressort du sondage est celle d'une jeunesse passive. Sur l'investissement social ainsi que sur la capacité à se prendre en main, le doute est marqué. Ce qui n'est pas surprenant quand on sait qu'en France, le regard sur les jeunes est essentiellement vertical : à l'école, prime l'autorité du professeur ; dans la famille, il revient aux parents de

gérer les aides sociales, même quand le jeune devient majeur. Bref, notre société a une tendance globale à mettre sous tutelle la jeunesse. Cette image négative apparaît donc comme une injonction paradoxale : on leur dit d'être actifs mais sans tenir compte que les jeunes n'ont pas la possibilité réelle d'accéder à cette autonomie.

Nous vivons dans un pays qui aime à catégoriser et regrouper les populations en fonction de leur seul âge, et les individus ont du coup une aspiration à recréer du lien intergénérationnel. C'est visible dans le sondage, où l'envie de transmettre aux jeunes des savoirs ou des expériences est réelle. !

Volontaires ! Trois quarts des sondés disent préférer une aide directe de l'Etat aux jeunes adultes, plutôt qu'à leurs familles

via les allocations familiales notamment. Comment l'interprétez-vous ?

Cécile Van de Velde, Ce chiffre révèle un consensus très large pour des aides directes, pas seulement parmi les jeunes mais également dans l'ensemble de la population, et particulièrement parmi les sondés de milieux socioculturels plus fragiles. Le sentiment de vulnérabilité qui touche de nombreuses familles en cette période de crise peut accentuer l'envie de se tourner vers l'Etat. Mais ces aspirations sont aujourd'hui bloquées par le poids, dans le processus décisionnel, de certaines associations familialistes

Volontaires ! Dans vos travaux vous insistez d'ailleurs sur les effets pervers du modèle français de soutien aux jeunes, qui passe par les familles (allocations familiales) et explique que... (suite p.4)

“ Une société qui tend à mettre ses jeunes sous tutelle

CÉCILE VAN DE VELDE



Le regard est d'ailleurs particulièrement négatif dans les tranches d'âge immédiatement supérieures aux jeunes (à partir de 35 ans), avec des logiques de concurrence entre les

générations, notamment dans l'emploi. Alors que les personnes plus âgées (plus de 55 ans) ont paradoxalement un regard plus positif : certains de ces individus sont grands-parents, d'autres se sentent moins menacés dans l'entreprise car proches de la retraite... On a vu cette liaison entre jeunes et personnes plus âgées de façon évidente au moment du CPE, où aux côtés des jeunes manifestants se trouvaient beaucoup de retraités !

EN FRANCE, LA COURSE DES JEUNES POUR « SE PLACER »

Cécile van de Velde a publié en 2008 un ouvrage référence, « Devenir adulte. Sociologie comparée de la jeunesse en Europe ». L'ouvrage définit quatre modèles d'émancipation de la famille :

1/ « Se trouver », au Danemark et dans les pays nordiques : des politiques publiques généreuses permettent une émancipation précoce, avec des trajectoires très mobiles : on étudie, on s'arrête pour travailler, on reprend les études... Un temps d'expérimentation très long, qui correspond à l'aspiration des jeunes européens en général.

2/ « S'assumer », au Royaume-Uni ou en Irlande : là aussi une émancipation précoce, non garantie par l'Etat, mais par l'emploi. Etudes très courtes, petits jobs, recours à l'emprunt : les jeunes s'assument très tôt.

3/ « S'installer » en Espagne et dans les pays méditerranéens : le départ de la famille n'a lieu que quand les conditions de la vie adulte sont réunies (logement, travail, couple). D'où une émancipation très tardive, à 30 ans en moyenne pour les hommes. A cette norme culturelle s'ajoute une précarité croissante des jeunes.

4/ « Se placer » en France : la société valorise l'émancipation

précoce des jeunes mais les moyens de l'autonomie arrivent très tard. Un flou existe entre l'Etat et la famille pour savoir qui doit aider le jeune dans ses années d'études ou de recherche des premiers emplois. Le modèle social, lui, est essentiellement familial (allocations, déductions fiscales), d'où une forte dépendance à la famille. Une situation acceptée par les jeunes à cause de la centralité des études, qui conditionnent plus qu'ailleurs la trajectoire de l'individu durant toute sa vie.

Devenir adulte. Sociologie comparée de la jeunesse en Europe, Paris, PUF, collection Le Lien Social, 2008.

de nombreux dispositifs sociaux ne débutent qu'à 25 ans (RSA). La conséquence, c'est que les jeunes restent très dépendants du soutien de leur famille, et donc de leurs origines sociales. Comment sortir de cette impasse ?

Cécile Van de Velde. Dans la situation présente, et face aux effets de la crise, nous gagnerions à ne pas miser exclusivement sur une solidarité familiale ce qui accentue les inégalités, et à offrir suffisamment de moyens pour que les catégories populaires ne soient pas durablement vulnérabilisées. L'idée sociale-démocrate ou libérale de ne pas prendre en compte les revenus parentaux dans l'octroi des aides à partir de la majorité me semble intéressante à importer dans le cas français. Cela peut créer certes d'autres inégalités à court terme, mais à moyen terme, cela influera sur les mœurs et créera, non seulement une responsabilisation des jeunes, mais un véritable geste d'accès à la citoyenneté. Dans le débat qui émerge aujourd'hui en France sur une allocation d'autonomie [qui serait réservée aux étudiants, NDLR], il me semble important de ne pas se limiter aux étudiants du supérieur ou à réduire la politique jeunesse à cette seule aide étudiante. On prend sinon le risque que cette politique n'ait aucune conséquence sur les jeunes en plus grande vulnérabilité (échec scolaire, précarité).

Volontaires ! Si l'on ne tient plus compte des revenus des parents, sur quoi se baser pour aider les jeunes à acquérir leur autonomie ?

Cécile Van de Velde. Je suis partisane d'éliminer tout seuil d'âge, et d'ouvrir tous les droits adultes dès 18 ans. Donc de penser le financement des études -que ce soit par le prêt, le travail étudiant ou l'aide directe-, sans limite d'âge. Cela permettrait aussi de faciliter le retour aux études des adultes et d'adapter notre système à des parcours plus incertains et mobiles. Les personnes de 40 ans ne vont pas demander à leurs parents de les aider financièrement pour un retour aux études !

Inversement, il me semble important d'ouvrir parallèlement la protection sociale aux plus jeunes. Aujourd'hui, ce seuil de 18 à 25 ans où la famille assure la protection sociale des jeunes, crée des inégalités sociales encore plus fortes : les jeunes qui peuvent bénéficier de la solidarité familiale sont plus favorisés. Comme le temps des études s'allonge, ceux qui sont aidés par leurs parents peuvent étudier plus facilement – et donc, avec la spécificité française du primat du diplôme, s'insérer le mieux professionnellement et socialement.

Cela impliquerait aussi de revaloriser le « job étudiant », encore trop vu comme un frein aux études. Il me paraît opportun de favoriser tout ce qui « casse » la centralité des études initiales en France, que ce soit par la possibilité des études tout au long de la vie, ou par la valorisation de l'emploi étudiant ou de l'engagement bénévole. Cela implique un changement de pensée majeur. Y compris concernant l'emploi : les employeurs ne doivent plus voir les jeunes comme des travailleurs à moindre coût à qui ils rendent le service d'offrir un poste, mais comme des salariés tout simplement plus jeunes...

Jeunesse et solidarité : 25 personnalités s'expriment

A l'occasion de la sortie de son sondage exclusif « Les Français et les jeunes » le 31 mars, l'Afev publiera les réactions de 25 personnalités de la vie publique : élus, acteurs associatifs, artistes, sociologues...

En plus des extraits publiés dans ce numéro de « Volontaires ! », découvrez toutes ces prises de position sur notre site :

www.jeunesolidaire.org

→ LE REGARD DES FRANÇAIS SUR LES JEUNES

« On regarde les jeunes avec des lunettes d'il y a quarante ans »



POUR MIKAËL GARNIER LAVALLEY, DÉLÉGUÉ GÉNÉRAL DE L'ANACEJ (I), LES JEUNES SE MONTRENT BIEN PLUS RÉALISTES QUE LEURS AÎNÉS, ET DÉSIREUX DE S'INTÉGRER DANS UN SYSTÈME QUI NE LES FAVORISE PAS.

Volontaires ! Un Français sur deux a une image négative des jeunes. Comment réagissez-vous ?

MGL. Je trouve ce chiffre édifiant. Nous qui à l'Anacej travaillons au quotidien au rapprochement des jeunes générations avec l'ensemble de la société, n'aurions jamais imaginé ces résultats. C'est sans doute dû en partie aux clichés par les médias – sur lesquels notre association est particulièrement attentive – mais pas seulement. Il est curieux de voir qu'on plébiscite dans notre société tout ce qui est lié à la jeunesse : être dynamique, ne pas avoir de rides, la santé, avoir l'avenir devant soi... Mais que dans le même temps, notre société dise ne pas aimer les jeunes, et plus particulièrement les jeunes Français. Un jeune Iranien, un jeune Haïtien, va être quelqu'un qui reconstruit son pays, il y aura des reportages valorisants. Un jeune Français non, et on ne s'y intéressera pas, notamment médiatiquement, sauf pour évoquer le danger qu'il représente, ou le mal-être qu'il vit.

Volontaires ! L'image des jeunes que renvoie ce sondage est-elle réaliste ?

MGL. Je suis surpris par la proportion de gens qui trouvent les jeunes non-conformistes, associée à l'idée que les jeunes ne sont pas lu-

cides ni réalistes. On regarde les jeunes avec des lunettes d'il y a quarante ans ! Or, le contexte économique a tellement évolué depuis les années 70 : la phase où l'on pouvait être insouciant, avec une entrée sur le marché du travail facile et des possibilités d'évolution nombreuses, est bien révolue. Le contexte sociétal a changé aussi : finies l'époque où les interdits tombaient les uns après les autres, la liberté sexuelle... Les jeunes aujourd'hui ont la préoccupation d'aller vite sur le marché du travail, d'avoir un boulot, un logement. Leur modèle est plutôt familial, ils plébiscitent la fonction publique et le CDI, et ce d'autant plus avec la crise. Bref, des comportements très réalistes et très conformistes !

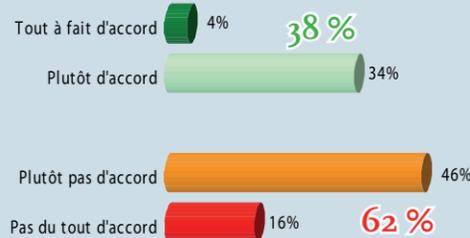
Volontaires ! L'inquiétude des sondés semble aussi se porter sur les capacités des jeunes à affronter les réalités actuelles, alors que certains des fondements de notre société sont remis en question, comme le système de retraite...

MGL. Si on attend des jeunes qu'ils participent à la sauvegarde des retraites et plus largement des solidarités nationales, encore faudrait-il qu'on les associe aux discussions, et qu'on fasse d'eux des bénéficiaires de ces politiques de solidarité. Or, on sait que les jeunes sont aujourd'hui les grands perdants des systèmes de redistribution ! La demi-part fiscale attribuée aux parents de jeunes adultes bénéficie de fait à des ménages plutôt âgés, installés dans la vie, aux revenus souvent confortables. Malgré cela, je vois comme un espoir le fait que les sondés considèrent que les jeunes sont un atout et qu'il faut plus les aider, notamment via l'Etat. Cette forte demande de soutien de l'Etat aux jeunes est quelque chose que nos responsables politiques ne semblent pas avoir conscience – par exemple sur le RSA, pour lequel il est toujours objecté le risque d'assistanat.

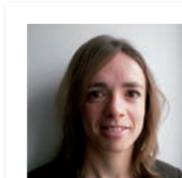
(1) L'Association nationale des conseils d'enfants et de jeunes anime un réseau de 450 villes, départements et régions. Elle a participé avec l'Injep à l'élaboration du sondage sur les Français et les jeunes.

Des jeunes vus comme passifs

DANS UNE SOCIÉTÉ QUI ÉVOLUE ET CONNAÎT DES CHANGEMENTS SOCIAUX ET CULTURELS, ÊTES-VOUS D'ACCORD AVEC L'AFFIRMATION SUIVANTE : LES JEUNES SE PRENNENT EN MAIN / SONT ACTIFS ?



→ FAIRE CONFIANCE A LA JEUNESSE



OUVRIRE LES PARCOURS POUR TOUS

ÉLISE RENAUDIN, DÉLÉGUÉE NATIONALE À L'AFEV, APPELLE À RENFORCER L'ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES LES PLUS FRAGILES.

Les Français seraient-ils fâchés avec leur jeunesse ? C'est ce que montre l'enquête publiée par l'Afev et Audirep, selon laquelle, pour la deuxième année consécutive, la moitié des sondés déclare avoir une image négative de la jeunesse. Nous avons décidé de lancer ce sondage car il nous semblait qu'il existait un profond décalage entre notre ressenti du vécu au quotidien des jeunes et de leur volonté d'engagement, et les représentations souvent caricaturales des jeunes relayées par les médias. Nous entendons souvent que les jeunes ne s'engagent plus et que les jeunes sont individualistes. Nous pensons au contraire que ce sont les espaces d'engagement qui n'ont pas su s'adapter aux jeunes et que solidarité et individualisation des parcours ne sont pas des notions contradictoires.

Le seul constat d'une société en défiance vis-à-vis de sa jeunesse ne pouvait nous satisfaire. Cette deuxième étude montre combien ce regard est ambivalent : une nette majorité des Français pensent que les jeunes sont inventifs et créatifs et qu'ils s'adaptent facilement. Mais ils sont 6 sur 10 à penser qu'ils ne sont pas responsables et ne se prennent pas en main.

Dans le même temps, plus de 7 Français sur 10 estiment que les aides publiques en soutien aux jeunes devraient leur être attribuées directement, plutôt qu'aux familles. Dans cette tension entre défiance et croyance au potentiel des jeunes, se dessine une demande d'une responsabilisation et d'une autonomie plus fortes.

Les Français seraient-ils plus en avance que les décideurs politiques, qui craignent de créer une jeunesse assistée en refusant d'étendre le RSA aux moins de 25 ans et qui, à travers la demi-part fiscale, font le choix de soutenir les familles, de surcroît les plus favorisées, plutôt que les jeunes majeurs ?

Sans ouvrir ici le débat sur l'attribution d'une allocation universelle d'autonomie, défendu plus haut par Cécile Van De Velde, ces chiffres nous confortent dans l'idée que l'autonomie est l'une des clefs de résolution de la défiance de notre pays vis-à-vis de sa jeunesse, et que l'engagement des jeunes dans des actions qui améliorent la cohésion sociale, est l'un des chemins qui mènent à l'autonomie. Au travers de cet engagement, les jeunes font l'apprentissage de l'altérité, découvrent les réalités sociales et culturelles de nos villes,

développent de nouvelles ressources pour accompagner l'enfant en difficulté, le jeune en apprentissage, la personne isolée... Autant de compétences transversales, qui participent à la construction de l'adulte autonome et citoyen. C'est d'autant plus vrai dans notre pays où les parcours d'études demeurent très linéaires, et où la marge d'expérimentation est faible.

L'autonomie c'est aussi l'obtention d'un diplôme. Dans cette société méritocratique à l'excès, un échec scolaire coûte bien plus cher qu'ailleurs. Rappelons qu'aujourd'hui 150 000 jeunes sortent chaque année du système scolaire sans diplôme. Ce sont eux qui subissent de plein fouet les conséquences de la crise, avec un taux de chômage qui touche plus de 40% des hommes de 15 à 24 ans dans les quartiers populaires. Au lieu de continuer à financer les niches des exonérations fiscales du soutien scolaire, qui bénéficient surtout aux ménages aisés, l'Etat s'enorgueillerait à faire le choix d'un renforcement des politiques d'accompagnement, par la mise en place d'un fonds d'urgence pour l'éducation dans les quartiers, en faisant le choix d'y réaffecter les 300 millions d'euros concernés.



« UNE SOCIÉTÉ QUI NE TIENT PAS SES ENGAGEMENTS »

DES JEUNES QUI ONT PLUS DE DEVOIRS ET MOINS DE DROITS : **MARTIN HIRSCH**, HAUT COMMISSAIRE À LA JEUNESSE, VEUT LANCER DE NOUVELLES FORMES DE SOUTIEN AUX JEUNES, POUR PLUS D'AUTONOMIE.

Volontaires ! Un Français sur deux dit avoir une image négative des jeunes. Vous qui êtes, depuis un an, chargé de mettre en place la politique gouvernementale en matière de jeunesse, êtes-vous surpris par ce chiffre ?

Martin Hirsch C'est un constat qui doit malheureusement être vrai puisqu'on le retrouve d'une enquête à l'autre [le premier sondage publié en mai 2009 par l'Afev indiquait 51 % d'opinions négatives, NDLR]. Cela reflète, je pense, une société qui s'est fermée sur les jeunes en les considérant comme une sorte de « continent méconnu ». J'avais eu ce sentiment dès ma prise de poste il y a un an : les gens me demandaient si je n'avais pas peur, me parlaient de leur caractère incontrôlable, revendicatif... Je trouvais cela hallucinant ! Par ailleurs, cette attitude de repli disparaît dès que l'on parle aux gens des jeunes qu'ils connaissent...

Volontaires ! Effectivement, on retrouve dans le sondage cette impression : des Français méfiants vis-à-vis de la jeunesse mais très contents d'échanger avec eux, de leur transmettre leur expérience...

Martin Hirsch C'est une contradiction : les gens sont prêts à se mettre en quatre pour leur propres enfants mais ils ont peur d'eux en tant que « collectif ». Les adultes reconnaissent que les jeunes doivent faire face à d'immenses difficultés, quand il s'agit de leur propre enfant, et dénoncent cet état de fait, mais en même temps, ils semblent exprimer une peur à l'égard des jeunes en tant que « collectif ». Cela vient, à mon avis, de l'évolution de notre société qui s'est d'une certaine manière organisée « contre » ou au moins « sans » les jeunes. Je dis souvent que la guerre des gé-

nération a commencé avant d'être livrée : ce ne sont pas les jeunes qui la livrent, ce sont les générations précédentes qui ont gagné la première manche. C'est vrai sur l'emploi, avec un taux de chômage plus élevé chez les jeunes. Mais aussi sur les solidarités collectives, avec des jeunes qui cotisent plus que leurs aînés mais ont moins de droits. Par exemple jusqu'à récemment, un jeune qui travaillait quatre mois n'avait pas droit, comme tout le monde, aux indemnités chômage... On peut multiplier les exemples où, finalement, les jeunes ont autant de devoirs et moins de droits. C'est une des raisons pour lesquelles j'ai été hostile à construire un Service Civique obligatoire et non volontaire. Dire dans ce contexte que les jeunes ont une obligation vis-à-vis de la société, alors que la société ne tient pas ses obligations vis-à-vis des jeunes, cela me paraissait absolument rétrograde.

Volontaires ! Comment avez-vous essayé de changer la donne en prenant vos fonctions en tant que Haut Commissaire à la jeunesse ?

Martin Hirsch On a d'abord essayé de faire en sorte que les mesures pour les jeunes soient travaillées avec les jeunes, avec la participation de nombreuses organisations impliquant des jeunes, dont l'Afev. On a ensuite essayé de faire sauter quelques verrous sur les limites d'âge : majorité à 16 ans pour présider une association, brèche dans le RSA pour les moins de 25 ans... Il nous semble important de contrer une idée largement répandue, selon laquelle si les jeunes se donnent la peine de faire tout bien comme il faut, ils trouveraient naturellement leur place. Dans la situation actuelle, beaucoup de jeunes ont fait tout bien comme on leur disait de faire (études, orientation, envoi de CV, mobilité) et pour autant, ils n'arrivent à trouver leur place. C'est un message qu'il faut continuer à marteler.

l'instant versées aux familles. Ces dispositifs expérimentaux – dotation d'autonomie et revenu contractualisé d'autonomie – concerneront quelques milliers de jeunes. Je sais d'avance que l'expérimentation en elle-même va susciter des réticences. Mais nous avons des arguments solides – par exemple le fait que le système actuel défavorise notamment les jeunes issus des classes moyennes. En tout cas, nous espérons qu'en 2012, une fois connus les résultats de ces dispositifs expérimentaux, les jeunes pourront faire prendre des engagements aux candidats aux élections présidentielles et législatives.

Volontaires ! Après un an en tant que Haut commissaire à la jeunesse, quelles mesures vous reste-t-il à mettre en place ?

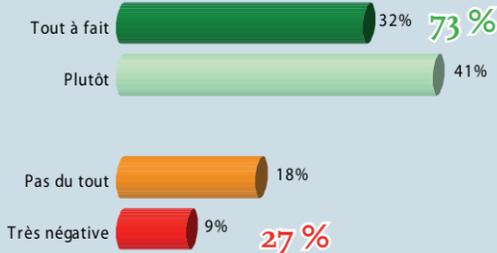
Martin Hirsch Je travaille particulièrement sur un engagement qui n'est pas encore rentré dans les faits : le roe mois de bourse, sur lequel nous avons beaucoup travaillé avec Valérie Pécresse et qui correspond à une demande des étudiants. Nous travaillons à ce que cette mesure soit effective pour septembre prochain. A la même date, le RSA pour les moins de 25 ans sera lui aussi effectif (sous conditions d'avoir travaillé deux ans sur les trois dernières années). Bien sûr il faut aussi que, après le vote du Parlement, le Service Civique soit bien mis sur les rails. Enfin il nous faut tirer le maximum des expérimentations qui ont été lancées, pour continuer à faire bouger à partir de la preuve expérimentale que, en mettant plus d'argent sur des programmes, on peut améliorer l'expérience sociale et professionnelle des jeunes.

Volontaires ! Trois Français sur quatre se disent favorables à ce que les aides publiques aux jeunes leur soient directement versées plutôt qu'à leur famille. Qu'en dites-vous ?

Martin Hirsch J'en fais partie ! C'est une idée sur laquelle nous avons travaillé et il est prévu d'expérimenter dans les deux prochaines années de nouvelles manières de soutenir les jeunes, et notamment en redirigeant vers eux les aides pour

Aider directement les jeunes ?

EN FRANCE, L'AIDE PUBLIQUE AUX JEUNES EST ATTRIBUÉE EN PARTIE DIRECTEMENT À LEURS FAMILLES. PENSEZ-VOUS QUE CETTE AIDE DEVRAIT ÊTRE ATTRIBUÉE DIRECTEMENT AUX JEUNES QUAND ILS DEVIENNENT MAJEURS ?



→ VERBATIM



MAGYD CHERFI
CHANTEUR MEMBRE
DES ZEBDA

L'engagement des jeunes : « Les jeunes aujourd'hui ont des engagements plus variés, plus lucides : plus dans l'humanitaire, moins dans le militantisme, pour échapper aux dogmes quels qu'ils soient. C'est un aspect regrettable à mon sens, mais qui me paraît inéluctable face au manque de réponses du politique. »

L'autonomie : « Avant même de parler d'autonomie, j'ai le sentiment qu'il faut d'abord s'intéresser aux parents et aux cellules familiales défaillantes, car c'est elles qui font qu'une personne acquiert une autonomie plus tard. La vraie autonomie c'est la maîtrise de son libre arbitre. C'est à partir de ce libre arbitre qu'on peut gérer une aide publique, la comprendre et lui donner tout son sens. »

La situation des jeunes des quartiers : « Il y a une difficulté spécifique des jeunes issus de l'immigration qui ne comprennent pas l'écart ahurissant entre les valeurs inculquées d'universalité, de tolérance, d'égalité, de laïcité et j'en passe. Valeurs qui ne sont jamais mises en pratique à cause d'une couleur de peau, d'un code postal, d'un patronyme... En un mot dès que l'origine suggère une appartenance à la communauté musulmane ou subsaharienne. Comme l'aveu républicain d'une impuissance à conjuguer islam et laïcité, couleur de peau et laïcité. »



BRUNO JULLIARD
ADJOINT À LA JEUNESSE
AU MAIRE DE PARIS

Une fracture qui est aussi politique ? « Le sondage montre bien la rupture de confiance des Français à l'égard des jeunes. Cette fracture se voit aussi à la faible place laissée aux jeunes dans les partis. Finalement, c'est une discrimination négative d'être jeune, sauf parfois, s'il faut renouveler des listes électorales... »

Aider directement les jeunes ? « Je suis favorable à ce que l'on ait un système de sécurisation qui dépende d'abord de la solidarité nationale plutôt que de la solidarité familiale. Pour une raison évidente d'égalité et de justice sociale : tous les jeunes ne sont pas issus de familles favorisées. Aujourd'hui, avec les aides apportées d'abord aux familles, on a un système de reproduction des inégalités. Le système de déduction d'impôts, par exemple, fait que l'on donne plus aux familles aisées qu'aux familles en difficulté via les bourses. »

Créer de nouvelles solidarités ? « Il nous faut proposer un changement important dans notre façon d'aborder la question de l'accès à l'autonomie de la jeunesse, de la même manière que notre société a eu après la guerre une réflexion importante sur le sort à réserver au troisième âge, avec la création de la sécurité sociale et des retraites. Je pense qu'on est à la veille d'un débat un peu similaire sur la jeunesse. »

AFEV **
FÊTE DES SOLIDARITÉS LOCALES



AVRIL ★ MAI 2010
DANS 40 VILLES EN FRANCE ET À BARCELONE

www.fetedessolidarites.org



AVEC LA PARTICIPATION DE : AFJ, ASHOKA, AUTREMONDE, ÉCLAIREUSES ET ÉCLAIREURS DE FRANCE, FÉDÉRATION NATIONALE LÉO LAGRANGE, LA FUJ, LE GÉNÉPI, JEUNES EUROPÉENS - FRANCE, JOC, MAX HAVELAAR, MOUVEMENT RURAL DE LA JEUNESSE CHRÉTIENNE, LES PETITS DÉBROUILLARDS, ROCKCORPS, SOLIDARITÉS JEUNESSE, UNIS-CITÉ

→ JEUNESSE ET DISCRIMINATIONS

Une voie étroite pour les jeunes des quartiers



LE SOCIOLOGUE **MICHEL KOKOREFF** INSISTE SUR LA VOLONTÉ D'INTÉGRATION DES JEUNES DES QUARTIERS, MALGRÉ LA PRESSION D'UNE SOCIÉTÉ QUI LEUR DEMANDE D'ÊTRE TOUJOURS PLUS IRRÉPROCHABLES QUE LES AUTRES JEUNES

Volontaires ! Dans vos travaux, vous évoquez l'aspiration des jeunes des quartiers à une « vie normale » : accès à l'emploi, logement... Quelle est votre réaction au sondage présentant les jeunes comme « pas actifs » (62%) pour s'insérer ?

Michel Kokoreff. Ce qui m'a effectivement frappé au cours de mes enquêtes sur le terrain, c'est la centralité de la valeur travail parmi les jeunes adultes, disons les 20-25 ans. Il s'agit bien d'enfants d'ouvriers ou d'employés ayant vécu dans des familles aux revenus et aux perspectives d'avenir modestes. Certes, il y a un profond rejet de la condition ouvrière, comme l'a montré le travail de Stéphane Beaud. Mais ceux que j'ai rencontrés dans des zones urbaines se débrouillaient pour « tafer ». Avec ce dilemme majeur : si le business [de la drogue, NDLR] comme alter-

native illégale à la réussite sociale ne mène à rien sinon à la prison, la poursuite de sa scolarité, jusqu'au bac et après, conduit aussi à la précarité relative, notamment du fait des discriminations à l'embauche. Délit de faciès et délit d'adresse se conjuguent. La voie est donc étroite ! Les emplois qu'ils occupent sont instables, mal rémunérés et peu gratifiants. Malgré cela, ces individus aspirent aux standards de vie des classes moyennes. Sans cesse renvoyés à l'image des quartiers, au stigmatisme, les plus actifs d'entre eux cherchent à échapper aux pièges qui leur sont tendus et à prendre place dans une société qui a pourtant tendance à les laisser en marge.

Volontaires ! Dans quels autres domaines que l'emploi cette volonté de trouver sa place se concrétise-t-elle ?

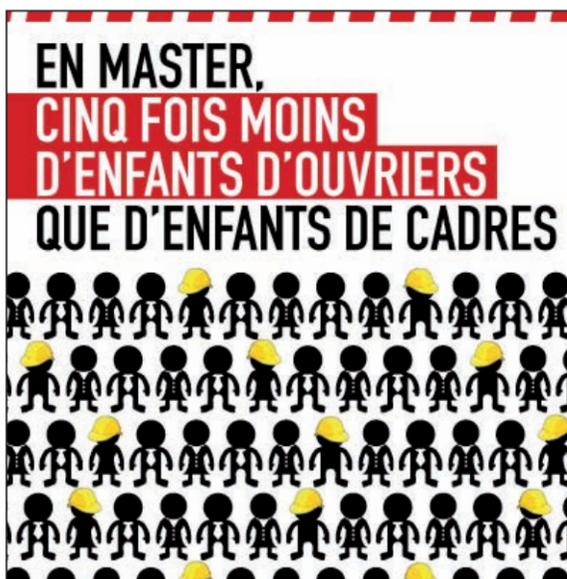
Michel Kokoreff. Ces jeunes des quartiers sont non seulement très lucides sur leurs conditions d'existence et perspectives d'avenir, mais actifs à travers des initiatives locales, des actions associatives ou des engagements citoyens qui les conduisent au bord du politique, là où d'autres barrières existent, aussi bien sociales, générationnelles, raciales que sexuées.

On l'a vu récemment avec l'exemple d'Ali Soumaré : le coût d'entrée en politique pour des jeunes hommes français d'ascendance immigrée est élevé. On pourrait parler d'hyperintégration, tant ceux/celles qui sont discriminé-e-s semblent devoir en faire plus que les autres. Cela explique qu'en dépit de la « force des quartiers », ces barrières suscitent le découragement, le ressentiment ou le repli, même si c'est de façon intermittente.

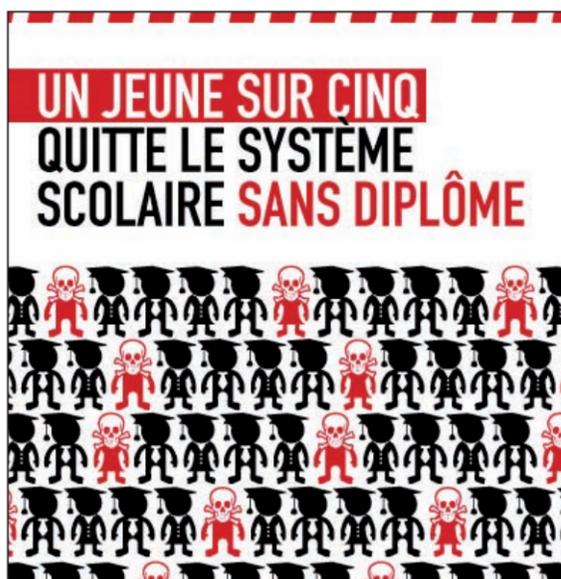
→ POLITIQUE JEUNESSE

DES PROPOSITIONS AUX RÉGIONS POUR CONSTRUIRE LES NOUVELLES SOLIDARITÉS

A L'OCCASION DES ÉLECTIONS RÉGIONALES, L'AFEV A PROPOSÉ QUATRE AXES DE TRAVAIL AUX LISTES EN COURSE. DE QUOI NOURRIR LES POLITIQUES JEUNESSE LORS DE LA PROCHAINE MANDATURE.



Deux des visuels diffusés par l'Afev à l'occasion des élections régionales. Quatre pistes de travail sont proposées aux nouveaux élus.



Une campagne électorale doit être une bonne occasion de réfléchir à de nouvelles idées, de mettre en débat des thématiques sociétales importantes. Lors des récentes élections régionales, l'Afev s'est donc donné pour objectif de jouer son rôle d'acteur de la société civile et de faire des propositions d'actions concrètes à ceux qui, demain, prendront les décisions au sein des Conseils régionaux. Il s'agit en effet d'influer sur les politiques publiques pour trouver des solutions concrètes aux inégalités toujours plus vives en France et pour promouvoir et reconnaître l'engagement solidaire des étudiants.

Ces propositions se basent sur l'expérience de terrain ; elles sont issues de ce que les bénévoles, volontaires et salariés voient tous les jours dans les quartiers, et des actions qui peuvent être menées localement dans certaines villes. L'Afev s'est efforcée de transformer cette expérience en propositions d'actions.

Ces propositions tournent autour de quatre axes :

→ Massifier le bénévolat étudiant, pour faire en sorte que toujours plus d'étudiants passent de l'envie à l'action et s'engagent, sous différentes formes, contre les inégalités.

→ Développer la responsabilité sociale des universités, pour que ces institutions soient une véritable ressource pour un territoire alors qu'elles ont encore trop l'habitude d'être enfermées sur elles mêmes.

→ Se pencher sur le cas des lycéens des filières professionnelles, oubliés du système, souvent dans une filière qu'ils n'ont pas choisie, il faut donc imaginer une nouvelle forme d'accompagnement pour eux

→ Inventer une nouvelle forme de logement étudiant basée sur la co location organisée autour d'un projet solidaire à mener sur un quartier voisin (voir page 2)

Après avoir servi à sensibiliser les candidats aux régionales, cette plate forme de propositions doit maintenant servir de base de discussion avec les élus et avec l'ensemble des acteurs que les thèmes abordés intéressent.

TANGUY TOLLET

Sondage : les français et les jeunes

LE SERVICE CIVIQUE PERMET À DES JEUNES DE S'ENGAGER PLUSIEURS MOIS DANS UNE ACTION D'INTÉRÊT GÉNÉRAL AU SEIN D'UNE COLLECTIVITÉ OU D'UNE ASSOCIATION. SELON VOUS, CETTE FORME D'ENGAGEMENT DOIT ÊTRE MISE EN PRIORITÉ AU SERVICE D' ACTIONS COMME LA LUTTE CONTRE L'ÉCHEC SCOLAIRE ?



Chiffres

www.afev.org

SONDAGE « LES FRANÇAIS ET LES JEUNES », FÉVRIER-MARS 2010

Réalisé gracieusement par Audirep pour l'Afev, du 6 au 14 février, auprès d'un panel représentatif de la population française de 1000 personnes.

→ 49% des Français ont une image « négative » des jeunes

D'autres chiffres montrent la défiance des sondés : 56% trouvent les jeunes « pas responsables dans leur comportement », 58% « pas lucides ». Et 63% jugent que les jeunes n'ont « pas d'investissement dans la vie locale ». Enfin, 59% jugent ne « pas avoir les mêmes valeurs » que les jeunes.

→ 76% des sondés estiment en revanche que la jeunesse est « un atout pour la société »

Toujours dans le positif, ils estiment aussi que les jeunes sont « créatifs » (72%) et qu'ils « s'adaptent facilement » (65%). Les Français ont aussi grand plaisir à « échanger » avec les jeunes (83%) et à leur « apporter leur expérience » (90%).

→ Un soutien de l'Etat plutôt que de la famille ?

73% des Français estiment que l'aide publique destinée aux jeunes « devrait être attribuée directement aux jeunes quand ils deviennent majeurs » plutôt qu'à leurs familles. L'opinion est plus partagée quand il s'agit de savoir qui doit aider les jeunes n'étant pas encore autonomes par l'emploi : 51% des sondés estiment que c'est « la famille », 49% que c'est « l'Etat ». Mais quand on regarde les réponses des 15-24 ans (16% du panel), ils estiment à 63% que c'est l'Etat qui devrait aider les jeunes. Une façon d'être moins dépendants de leur famille ?

→ Neuf Français sur dix plébiscitent le service civique pour les 16-25 ans

L'engagement des jeunes dans des actions de volontariat devrait aller au soutien aux personnes isolées (95%), à la protection de l'environnement (94%), à l'apprentissage de la citoyenneté (93%) et à la lutte contre l'échec scolaire (91%).

Pour aller + loin

WWW.JEUNESSESOLIDAIRE.ORG

→ **Cécile Van De Velde** : « Devenir adulte. Sociologie comparée de la jeunesse en Europe », Paris, PUF, collection Le Lien Social, 2008.
Prix Le Monde de la recherche universitaire (2009).

→ **Michel Kokoreff** : « La France en mutations. Quand l'incertitude fait société », Payot, 2004

→ **Olivier Galland** : « Les jeunes Français ont-ils raison d'avoir peur ? », Armand Colin, 2009

→ **Ludivine Bantigny et Ivan Jablonka** : « Jeunesse oblige, Histoire des jeunes en France XIXe-XXIe siècle », PUF, 2009

www.injep.fr

www.anacej.fr

CONCENTRÉ ÉCOLO EN CANETTES

ANCIENNE VOLONTAIRE À L'AFEV, **NABILA SEBIE** A CRÉÉ AVEC DES AMIS UNE ACTIVITÉ INNOVANTE ET ÉCOLO : LA COLLECTE DES CANETTES DANS LES LIEUX DE CONSOMMATION, POUR RECYCLAGE. UNE ACTIVITÉ QU'ELLE ESPÈRE MAINTENANT DÉVELOPPER.

L'un de ses premiers engagements citoyens, Nabila Sebie le connaît à l'Afev où elle fait partie de l'une des premières promotions de jeunes en service civique à Nîmes en 2007/08. Elle monte notamment une exposition avec des collégiens. Comme pour beaucoup de volontaires, la fin de sa mission au mois de juin sonne le gong : que faire après ?

UN EXEMPLE VENU DU CANADA

Pour Nabila, « l'envie de continuer à être utile et innover est bien présente », reste à concrétiser cette motivation... Le déclic vient à la suite d'une discussion avec son frère. Celui-ci est installé au Canada, où le principe de récolte de canettes « aux sources des chaînes de consommation » en vue de les recycler est très développé. Or à Nîmes où elle habite, pas d'existence de ce type d'organisation. Avec trois amis, Nabila décide alors de monter son entreprise, baptisée « Le coin

écologique », qui reçoit l'appui de la Maison des Initiatives de Nîmes.

Un an et demi plus tard, les résultats sont là. Des réceptacles ont été mis en place dans la plupart des snacks et boulangeries de la ville, et mis à disposition des entreprises et collectivités locales. Tous les deux jours, les canettes sont récupérées, compactées, et revendues par tonnes à un ferrailleur de la Région pour être recyclées. Économiquement viable malgré les lourds investissements demandés, l'activité répond aussi à des enjeux écologiques énormes : une canette d'aluminium de 33 cl peut mettre plus de 200 ans à se décomposer totalement.

TALENT DES CITÉS

Aujourd'hui, l'objectif de Nabila et de ses partenaires est double : développer l'entreprise tout en sensibilisant au respect de l'environnement. Le « coin écolo » veut ainsi porter un programme écologique pour « apprendre à tous les gestes efficaces de tous les jours... ».

L'idée fait son chemin dans l'agglomération de Nîmes et bien au-delà : Nabila a ainsi reçu le prix Talents des Cités à l'automne dernier. Peut-être le début d'une flopée de « coins écolos » ?

ESTELLE DUQUESNOIS



Nabila Sebie devant les poubelles qui servent à la collecte (crédit : Ville de Nîmes)

En librairie

GUIDE DE L'ACCOMPAGNATEUR BÉNÉVOLE

→ En 128 pages, ce guide est la synthèse de l'accompagnement individuel mené chaque année par les 7500 bénévoles de l'Afev auprès d'enfants des quartiers populaires, et des enjeux éducatifs actuels. En collaboration avec ESF Editeur.

Philippe Meirieu, directeur de la collection « Pédagogies » chez ESF Editeur :

« Contre tous les individualismes, l'Afev propose la solidarité. Solidarité entre étudiants et élèves. Solidarité entre générations. Solidarité entre des personnes aux origines et trajectoires diverses. »

Christophe Paris, directeur général de l'Afev :

« Grâce aux témoignages de ses milliers de bénévoles, l'Afev a acquis la certitude qu'une posture d'égalité et un regard bienveillant sont les moyens les plus efficaces pour inciter le jeune en difficulté à se remobiliser par lui-même. »

Guide de l'accompagnateur bénévole, par Muriel Florin et les équipes de l'Afev, ESF Editeur, 128 pages, 9,90 euros.

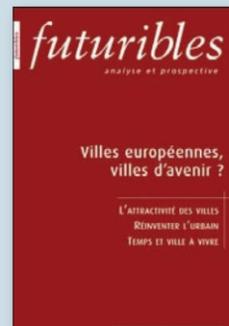


Hypertexte

C'est maintenant

Le numéro de la revue Futuribles consacré au devenir des villes est un recueil riche en contributions sur le futur de nos cités. L'ensemble des textes proposés accréditent l'idée que le fait métropolitain apparaît de plus en plus comme la déclinaison urbaine de la mondialisation. Ce phénomène impose de repenser nos modes de développement urbain pour prendre en compte les nouveaux impératifs écologiques liés au réchauffement climatique ou à l'épuisement des ressources énergétiques.

La conception même de la ville doit évoluer, « elle doit se repenser elle-même ». Un des textes proposés par la revue nous invite à rompre avec une conception éclatée de l'aménagement urbain qui entérine une spécialisation des fonctions de la ville : centre historique d'un côté, quartiers d'affaires de l'autre, lieux d'habitations à un autre endroit, parc d'activités dans une zone dédié...



Aujourd'hui l'ensemble de ces fonctions doivent être connectées pour permettre de rompre avec une approche « franchisée de la ville en blocs privatés ». Il s'agit de promouvoir un urbanisme du lien.

Face à ces enjeux, la ville européenne, « plus compacte, plus petite et plus économe » a des atouts non négligeables par rapport aux grandes mégapoles internationales de plusieurs dizaines de millions d'habitants.

Mobilité, attractivité économique, cohésion sociale, recyclage des friches industrielles, complémentarité entre la ville et la nature... Ce numéro de Futuribles proposent plusieurs pistes de réflexion pour réinventer l'urbain en ce début de millénaire. Les différents auteurs font appel à des références historiques tout en proposant des visions plus prospectives. Comme l'indique Jean Viard, « Pour penser une ville du 21ème siècle, il faut connaître son passé, son présent, mais aussi avoir une connaissance prospective de son avenir possible ».

↓ Futuribles : villes européennes, ville d'avenir ? - Juillet - août 2009 - numéro 354



JÉRÔME STURLA est Directeur délégué de l'Afev

À HAÏTI, MOBILISATION POUR L'ÉDUCATION

APRÈS LE TREMBLEMENT DE TERRE DU 12 JANVIER, LA RECONSTRUCTION S'ANNONCE LONGUE POUR LES 8000 ÉCOLES DÉTRUITES ET LES DIZAINES DE MILLIERS D'ENFANTS VICTIMES.

Le bilan humain très lourd du séisme du 12 janvier dernier à Haïti - près de 300 000 morts - laisse aussi des défis considérables pour l'éducation. Après l'indispensable aide d'urgence, l'association Aide et Action, présente dans l'île depuis 1989, appelle donc à une mobilisation sur la durée pour soutenir l'école et les enfants d'Haïti. Parmi les projets de l'association, un partenariat avec des universités de la République dominicaine voisine pour recréer sur les campus des structures où les enfants trouveront un cadre de vie normalisé et les structures dont ils ont besoin, notamment au plan psychologique et éducatif.

→ www.aide-et-action.org

LA CONSTANTE MACABRE DE L'ÉVALUATION

Un tiers de « mauvais » élèves, un tiers de « moyens », un tiers de « bons » : quel que soit la classe concernée, les enfants sont la plupart du temps rangés dans ces cases. Depuis plusieurs années déjà, le Mouvement contre la constante macabre dénonce un système d'évaluation qui fait le choix d'éliminer les prétendus moins bons, plutôt que d'assurer l'acquisition des savoirs élémentaires par tous. Un mouvement que l'Afev a fait le choix de rejoindre, dans la droite ligne de l'organisation de la Journée du refus de l'échec scolaire.

→ <http://mclcm.free.fr/>

LES INÉGALITÉS EN LIGNE DE MIRE

Site Internet de référence sur la compréhension des inégalités à l'œuvre dans notre pays, l'Observatoire des inégalités est aussi un organisme indépendant de toute institution ou parti. Le soutenir, c'est donc aider tous les acteurs qui luttent contre la dégradation de la situation sociale à disposer de moyens d'information de qualité.

→ www.inegalites.fr

→ SOLIDAIRES ICI ET AILLEURS

C'est pas trop dur ?

Eloge de l'ennui à l'école

ON VA IMAGINER QUE JE ME RANGE DANS LE CAMP DES RÉACTIONNAIRES, DES NOSTALGIQUES D'UNE ÉCOLE DE L'OBÉISSANCE ET DE L'AUSTÉRITÉ....

On va penser que, comme d'autres, aujourd'hui à la mode, je condamne les excès d'un laxisme libertaire, qui aurait voulu que les élèves « s'amuse » à l'école, « jouent » avec le savoir, et en oublient les « vraies » valeurs...

Non, je ne suis pas devenue adepte de Finkelkraut, et pourtant, je veux vanter les mérites de l'ennui!

Mes élèves, des « jeunes de banlieue », ou tout simplement, des « jeunes d'aujourd'hui », semblent effrayés par le vide. La société contemporaine leur propose une foule de divertissements : musique, chat, internet, jeux, télévision, textos illimités... Ainsi, ils ne connaissent pas le silence et n'évoquent qu'avec ironie des lieux aseptisés où ils ne vont (presque) jamais : les bibliothèques, le CDI, les musées, etc. Evidemment, tout le monde connaît les raisons sociales, économiques, familiales, de cette dispersion, de ce zapping permanent, de ce parasitage de la pensée par la technologie et les tentations modernes. Mais du coup, j'ai pour habitude, devant mes élèves, de vanter les mérites de l'école, en ce qu'elle permet de retrouver les conditions de... l'ennui! Eloge paradoxal, provocateur, qui vise à faire comprendre que la pensée a besoin de temps, et de calme.

Tout le monde s'est ennuyé à l'école, et personne ne nierait qu'à part quelques souvenirs exaltants, et rares, rester assis pendant des heures à écouter les profs n'a jamais fait le poids face aux plaisirs de la vie extérieure. S'il est préférable d'aimer aller à l'école, l'inverse n'est pas forcément grave. Ce qui est grave, c'est le manque de sens, le sentiment d'absurde, de vacuité face à l'avenir. Les élèves, quand on leur fait comprendre pourquoi ils apprennent, que le savoir n'est pas un moyen de contrôle mais une capacité d'émancipation, lorsqu'ils croient au diplôme, lorsqu'ils ont confiance en l'école, et donc en eux-mêmes, acceptent très bien de s'y ennuyer parfois... cet effort, ce travail de concentration et d'apprentissage, ils y consentent s'ils en perçoivent la nécessité. Mais lorsque l'école n'a aucun sens, alors ils se replient sur les appendices modernes, se murent entre deux oreillettes, et ne voient plus dans nos règles scolaires qu'une occasion, au mieux, d'avoir une note et d'obtenir la paix, au pire, de trouver un lieu de relégation et de révolte.

C'est en pensant à cela que je me tiens postée à l'entrée de la classe, imposant le rituel fastidieux de faire retirer les écouteurs, éteindre les portables, ranger les consoles, conditions symboliques pour une vie citoyenne. A ce moment précis, il me semble que l'école devient presque... anti-sociale!



NATHALIE BROUX
est professeure
au lycée Jacques-Feyder
à Épinay-sur-Seine (93)

Dessine-moi une ville

DEPUIS DEUX ANS, UNE ÉTUDE SUR LES REPRÉSENTATIONS ET LES PRATIQUES DE L'ESPACE DES ENFANTS EST MENÉE PAR L'AFEV DANS LE QUARTIER DE LA DUCHÈRE À LYON. PARMI LES OBJECTIFS, MIEUX CERNER L'IMPACT DE L'ACCOMPAGNEMENT INDIVIDUALISÉ SUR LA RELATION DE L'ENFANT À LA VILLE.

La Duchère. Quartier perché sur un plateau, formant une entité clairement dissociable du reste de la ville de Lyon d'un point de vue urbanistique, architectural et topographique. Quartier constitué à 80% de logements sociaux, connaissant un fort taux d'échec scolaire et de chômage, bref concentrant toutes les difficultés socio-économique d'une « banlieue type ».

Les enfants du quartier accompagnés toutes les semaines par des étudiants de l'AFEV, n'ont pas, ou peu, de contacts avec les structures urbaines extérieures au quartier, et ont donc inévitablement des « représentations mentales » partielles sur leur ville.

Là est tout l'enjeu de l'accompagnement de l'AFEV, comme le constate Fleur Guy, étudiante en 2ème année de Master de Géographie Sociale à Lyon, qui mène cette étude.

Dans un contexte de ségrégation socio-spatiale, la découverte d'une nouvelle mobilité dans la ville peut également être un vecteur de mobilité sociale, en permettant aux enfants de s'approprier un patrimoine urbain qui ne leur est pas accessible et d'avoir accès à d'autres trajectoires, ce qui participe pleinement à la lutte contre les processus d'autocensure.

DES CARTES PLEIN LA TÊTE

Fleur Guy a suivi l'an dernier un projet collectif mené par un volontaire en service civil sur le quartier de la Duchère : le projet « Des cartes plein la tête ». Les binômes étudiants/enfants impliqués sur le projet ont axé leurs rencontres autour des sorties dans la ville, gardant précieusement les traces de ces excursions (billets, cartes etc.). En fin d'année, les binômes ont pu réaliser, à l'aide d'un plasticien,



La ville de Lyon vue par un enfant accompagné par l'Afev

des cartes déformées, reformées, extrapolées, matérialisant toutes ces déambulations et soulignant la complexité des représentations spatiales des enfants.

MIEUX CONNAÎTRE SA VILLE

Cette année, Fleur a mis en place une nouvelle méthode d'évaluation des accompagnements AFEV. Le but : comprendre plus précisément en quoi l'accompagnement peut améliorer la compréhension de la ville. Cette méthode repose sur la comparaison de deux séries d'entretiens avec les enfants, réalisés en début (novembre-décembre 09) et fin (mai-juin 10) d'accompagnement.

Les premiers entretiens ont été centrés sur le dessin de cartes par les enfants, afin d'évaluer leur intégration à la ville, et sur des questions/réponses autour de la perception qu'ont les enfants de leurs pratiques du territoire, à la double échelle de la ville et du quartier.

Les entretiens de mai 2010 reprendront la même réalisation de cartes et de questionnaires, permettant d'évaluer l'évolution de cette perception, et donc l'impact que peut avoir l'AFEV dans le domaine de la territorialisation des enfants. Affaire à suivre donc !

ESTELLE DUQUESNOIS

→ INITIATIVE

FAN DE FOOT, ET CITOYEN !

INTERROGER L'HISTOIRE DE L'IMMIGRATION À TRAVERS UN SPORT EMBLÉMATIQUE COMME LE FOOTBALL : C'EST LE PROJET MENÉ PAR L'AFEV EN COOPÉRATION AVEC LA CITÉ NATIONALE DE L'IMMIGRATION

Comment faire du sport le plus populaire un objet de débat citoyen ? C'est tout l'enjeu du projet « Foot et Immigration » que l'Afev lance dans le cadre de ses ateliers « Tous acteurs des quartiers ». Sur un thème original et surprenant, il s'agit de mener les enfants à vraiment comprendre l'impact de ce sport sur notre société, et particulièrement sur la perception des immigrés.

A Valenciennes, l'AFEV et l'Ecole Supérieure des Beaux-Arts se sont ainsi associées pour mener le projet à terme. Les bénévoles de l'association proposent aux enfants un accompagnement un peu spécial : à chaque séance, un thème est choisi sur les questions liées au foot et à l'immigration. Quels ont été les premiers joueurs issus de l'immigration en équipe de France ? Et comment cet apport de l'immigration a évolué au fil des décennies : Kopa « le Polonais » dans les années 50, Platini « l'Italien » dans les années 70, Zidane « l'Algérien » dans les années 90... Comment, enfin, l'image globale des immigrés a pu évoluer

avec leur présence de plus en plus naturelle dans les équipes de football. Pour répondre à ces questions, l'enfant est amené à utiliser des ressources documentaires variées (dictionnaires, magazines, Internet) et ouvre ainsi son champ intellectuel. Des visites autour du foot sont également organisées pour ouvrir l'enfant sur d'autres quartiers de la ville. A Valenciennes, les enfants impliqués ont pu ainsi visiter le stade Nungesser.

Une seconde phase du projet va débuter au printemps : enfant et bénévole créeront leurs propres œuvres sur le football ; ces dernières seront ensuite envoyées à l'Ecole Supérieure des Beaux-Arts de Valenciennes. Les étudiants de l'école pourront ensuite compléter les œuvres des enfants tout en restant très fidèles à leur point de vue. Les œuvres ainsi terminées iront donc rejoindre Paris pour être portées au regard de tous dès le mois de septembre 2010 à la Cité nationale de l'histoire de l'immigration de Paris.

JESSICA LESNIEWSKI

VOLONTAIRES ! N°21 | AVRIL-MAI 2010

Publié par l'Afev - 26 bis, rue de Château-Landon - 75010 Paris - Tél. : 01 40 36 01 01 - Mail : pole.national@afev.org - **Directrice de la publication** : Anne Korobelnik - **Coordination, rédaction, réalisation** : Nathalie Broux, Nicolas Delesque, Estelle Duquesnois, Paul Falzon-Monferran, Jessica Lesniewski, Eunice Mangado-Lunetta, Claire Notelaers, Marie-Lise Paitier, Christophe Paris, Elise Renaudin, Jérôme Sturla, et Tanguy Tollet - **Crédits photographiques** : PCC, Eunice Mangado-Lunetta, Ville de Nîmes, D.R - **Conception Graphique** : Génaro Studio (Lyon) - Maquette/PAO : Babette Stocker (PCC) - **Impression** : Rotimpres - www.rotimpres.com - ISSN 17654408